

LE LIVRE NOIR  
DE LA  
COLLABORATION

## DU MÊME AUTEUR

- Le Petit Champollion*, Acropole, 2012  
*Histoire de France en 2 000 dates et 1 000 anecdotes*, Acropole, 2011  
*Les Hommes de Pétain*, Nouveau Monde Éditions, 2011  
*Le Livre noir de l'histoire de France*, Acropole, 2009  
*Occultus politicus*, First, 2009  
*Hitler et les Sociétés secrètes*, Nouveau Monde, 2009  
*Les Mystères des grandes batailles*, De Vecchi, 2009  
*Les Grands Explorateurs français*, L'Archipel, 2008  
*Les Présidents des États-Unis*, L'Archipel, 2008  
*Martyrs à Rome*, Larousse, 2008  
*Les Grands Empoisonnements de l'histoire*, First, 2008  
*Récits insolites des grandes inventions françaises*, Trajectoire, 2008  
*Les Croisades*, De Vecchi, 2007  
*Les Maîtres de la Cité interdite*, L'Archipel, 2007  
*Cinq siècles d'Inquisition : le bilan*, Trajectoire, 2007  
*Les Grands Traîtres de l'histoire*, First, 2007  
*Les Présidents de la République*, First, 2007  
*Les Énigmes de la V<sup>e</sup> République*, First, 2007  
*La Rome antique*, De Vecchi, 2007  
*Les Ministres de l'histoire de France*, De Vecchi, 2007  
*Les Énigmes des grandes civilisations*, First, 2006  
*Histoire des civilisations*, De Vecchi, 2006  
*Histoire des prix Nobel français*, HC Éditions, 2006  
*100 dates et 100 personnages clefs*, De Vecchi, 2006  
*Grands Procès et Grandes Affaires*, De Vecchi, 2006  
*Histoire des campagnes présidentielles*, HC Éditions, 2006  
*Elles ont fait la France : de sainte Geneviève à Simone Veil*, L'Archipel, 2006  
*Rois, reines et favorites de l'histoire de France*, L'Archipel, 2006

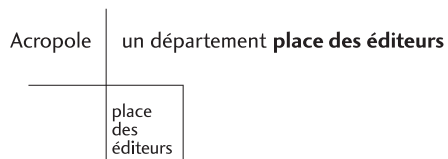
(la suite en fin d'ouvrage)

Philippe Valode

LE LIVRE NOIR  
DE LA  
COLLABORATION  
1940-1944

**ACROPOLE**

© Acropole, 2013  
ISBN : 978-2-7357-0376-0  
N° d'éditeur : 128  
Tous droits réservés



Retrouvez-nous sur Internet : [www.editions-acropole.com](http://www.editions-acropole.com)

## Introduction

Beaucoup a été écrit sur la responsabilité du peuple allemand dans l'éclosion (années 1920), le triomphe (années 1930) mais aussi la survie du nazisme (1944 et 1945). Un consensus s'est dégagé pour les historiens de la période : cette responsabilité existe bien, même si elle n'est pas toujours qualifiée à l'identique.

Que dire de la responsabilité de l'État français du maréchal Philippe Pétain ? Et que lui reproche-t-on ordinairement ? D'avoir persécuté les juifs et laissé déporter – c'est-à-dire presque à coup sûr condamné à mort – 75 000 d'entre eux. D'avoir poursuivi les francs-maçons, participé au choix des otages (bien souvent communistes) à exécuter en représailles des attentats contre les forces d'occupation ; d'avoir traqué les résistants et détruit les maquis avec l'aide des forces allemandes. Mais aussi, à l'abri de sa zone libre, d'avoir bien souvent devancé les exigences allemandes, certes dans sa politique antisémite, mais aussi en étant le complice d'entreprises inutiles et condamnables comme la création d'une LVF (Légion des volontaires français) et d'une Milice.

Que dire de la responsabilité de la population française durant les quatre noires années de l'Occupation ? Deux périodes distinctes sautent aux yeux : celle qui débute le 10 juillet 1940 pour s'achever à la fin

novembre 1942, et celle qui couvre les années 1943 et 1944. En effet, en 1942, une triple césure se produit :

- d'abord avec le retour de Pierre Laval en avril ;
- puis à la fin de l'été avec les protestations des prélats catholiques et des pasteurs contre les rafles de juifs (qui déclenchent un courant de sympathie populaire en leur faveur) ;
- enfin au mois de novembre, lorsque l'État vichyssois se dissout littéralement sous le triple impact du débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, de l'invasion de la zone libre, enfin du sabotage de la flotte de guerre à Toulon.

Alors chacun comprend que l'État français est un mauvais pari. Aussi certains serviteurs du régime passent-ils à la Résistance, à la vue de tous ou bien clandestinement, tout en préservant leurs fonctions. Et dans la population, toujours fidèle à un maréchal adulé durant les vingt-neuf mois précédents, Pierre Laval sert de bouc émissaire. Voilà le coupable désigné à la vindicte publique...

Tel est le sujet de cet ouvrage : comment analyser la responsabilité collective des Français, dont chacun sait que 2 % d'entre eux seulement s'engagèrent en résistance, et guère plus de 6 % (nous le démontrerons) en collaboration volontariste et souvent fanatique. Mais que pensaient donc et comment agissaient, ou plutôt n'agissaient pas, les neuf autres Français sur dix ?

Des collaborations, il en existe de multiples : dans les alcôves, dans les lettres de dénonciation anonymes, dans les partis politiques, à la Milice, dans la Légion, à la LVF bien sûr, mais aussi chez tous les nouveaux fonctionnaires embauchés par le régime, parmi les prisonniers qui espèrent leur libération et les ouvriers qui bénéficient des accords Speer-Bichelonne évitant le départ en Allemagne, chez les ministres et en leurs cabi-

## INTRODUCTION

nets autour de Pétain, de Darlan, de Laval, dans le corps médical, chez les écrivains, dans les milieux économiques qui profitent des commandes de l'Allemagne nazie. Nous n'occulterons aucune de ces collaborations, actives, souhaitées, revendiquées, acceptées par commodité ou par complicité, plus ou moins subies parfois.

De cette France à la fois lâche et généreuse, passive et active, pétainiste au moins jusqu'à la fin 1942, il sera question tout au long de ces pages. Il n'est pas faux d'écrire que près de 9 000 juifs furent sauvés lors de la rafle du Vél' d'Hiv, tant par des gendarmes que, surtout, par des familles françaises ordinaires. Mais il n'est pas faux non plus de constater que 3,5 millions de lettres de dénonciation furent expédiées sous l'Occupation, ou que 200 000 postes furent créés dans la fonction publique et occupés avec délectation par leurs nouveaux titulaires...

La volonté de collaboration de la France pétainiste n'est pas née au soir de Montoire et de sa fameuse, probable et consternante poignée de main. Depuis la saignée de la Grande Guerre, un puissant courant pacifiste grandit dans l'Hexagone, traversant les partis politiques. On est pacifiste de droite et plus encore de gauche. Et une bonne partie de l'intelligentsia française estime que l'avenir des relations franco-allemandes, à l'issue de la période bénie Briand-Stresemann, c'est l'entente, aussi cordiale que possible. Au soir de Munich, Édouard Daladier est plébiscité par les Français en une démonstration d'unité nationale absolument unique. Dès lors, après la défaite, certains estiment que dans la nouvelle Europe qui se dessine, alors que la victoire totale du Reich paraît inéluctable, la collaboration franco-allemande offre une réelle perspective. Voilà qui explique qu'une partie des collaborationnistes les plus engagés sont

socialistes ou communistes. Ainsi en est-il des socialistes Gaston Bergery, Jean Luchaire, Marcel Déat, Simon Sabiani, René Château, Georges Albertini, Ludovic Zoretti, François Gaucher, et des communistes Henri Barbé, Victor Barthélemy, Marcel Gitton, Paul Marion, Jean-Marie Clamamus, Jacques Doriot, Georges Dumoulin, Gabriel Lafaye...

La recherche d'une collaboration trouve également sa source dans cette guerre civile française, permanente entre les deux guerres, entre une droite partisane d'un État fort, militariste, et une gauche qui cherche d'abord une plus grande justice sociale. Dans les années 1930, les miracles économiques italien et allemand exercent une certaine séduction, alors qu'en France, les mouvements sociaux entravent le redressement rendu nécessaire par les effets dévastateurs de la crise de 1929-1932. La mâle puissance des partis uniques à nos frontières, à travers leurs manifestations de masse, interroge avant d'hypnotiser puis de convaincre une partie de l'opinion. Voilà des peuples triomphants et majeurs avec lesquels il semble possible de s'entendre.

Enfin, une fois la défaite subie en juin 1940, et la vie quotidienne devenue plus difficile, certains s'enthousiasment d'une perspective collaborationniste qui débiterait par un traité de paix et pourrait même déboucher sur des spécialisations économiques européennes plus performantes et un meilleur niveau de vie. Des échanges de territoires (la Belgique, et pourquoi pas la Suisse francophone contre l'Alsace-Lorraine) et un nouveau tracé colonial au détriment de la Grande-Bretagne deviendraient envisageables...

C'est à Paris et beaucoup moins à Vichy que ces rêves s'ébauchent, des rêves sans liens avec une réalité qui s'impose bien vite, dès la fin de l'année 1940. Adolf Hitler entend avilir la France et la spolier. La collabora-



## INTRODUCTION

tion est une réalité d'abord parisienne. Pierre Laval en est si conscient qu'il passe infiniment plus de temps dans la capitale (ses bureaux sont à l'hôtel Matignon), là où sont implantées les autorités allemandes, que dans l'Allier, à Vichy. Et pourtant, les clans collaborationnistes, à Paris comme à Vichy, ne paraissent pas abattus par la révélation de la triste destinée que le chancelier du Reich réserve à la France. Longtemps, ils demeurent motivés, actifs et débordent de projets, tels Marcel Déat, Jacques Doriot, Jacques Benoist-Méchin et même Philippe Pétain (et son cabinet que mène avec entrain Henry du Moulin de Labarthète) et Pierre Laval.

Malgré la faiblesse ontologique du régime vichyssois, un constat s'impose : les plus brillantes intelligences du pays se portent spontanément et largement vers le maréchal, que tous considèrent comme un homme providentiel. Car il est impossible d'entrer dans un cabinet ou d'espérer un poste de ministre ou de secrétaire d'État, ou encore de directeur d'une administration, si l'on ne sort pas de Polytechnique, de Centrale, de Normale Sup', de l'École libre des sciences politiques, sauf à posséder une agrégation ou un doctorat... Un enthousiasme, certes limité à des élites, semble avoir saisi le pays de surprenante façon.

Mais qu'espérer quand on doit payer de 400 à 500 millions de francs par jour à l'occupant ?

Une façon irréprochable d'apprécier l'importance numérique de tous ces hommes et ces femmes qui collaboraient volontairement est d'étudier la période de la Libération. À la Libération, 311 000 dossiers pénaux sont ouverts : les deux tiers sont classés sans suite. À ce total de personnes hautement suspectes s'ajoutent les victimes de l'épuration sauvage (de 10 000 à 15 000 morts), ainsi que les combattants tués tant au sein de la Milice que

dans la LVF, soit peut-être au total une dizaine de milliers d'hommes. Au-delà de ce premier cercle de 350 000 personnes, il est évident qu'existent de très nombreux complices de la collaboration. L'épuration administrative engagée dès 1944 n'est pas considérable, mais permet d'approcher le nombre des collaborateurs engagés. On ne dispose de chiffres vraiment précis que pour quelques ministères : les PTT, l'Enseignement, la Justice, l'Intérieur... Dans les deux premiers, 28 000 fonctionnaires sont sanctionnés, dont la moitié font simplement l'objet de révocation ou de mise à la retraite anticipée. Le chiffre des destitutions dans l'administration judiciaire est beaucoup plus modeste : moins de 250 magistrats (sur plus de 4 000) sont suspendus en 1944-1945. Au sein de la seule Éducation nationale – de 240 000 à 250 000 fonctionnaires –, l'administration la plus importante, 10 % seulement sont épurés à la Libération. Dans la police, l'épuration administrative pointe 3 900 dossiers sur 116 000 agents. Pour l'Église, le pape s'oppose à toute sanction. Il accepte les démissions de quatre évêques et de trois vicaires d'empire pour les avoir lui-même exigées. Mais on compte, à tout le moins, une bonne douzaine d'évêques pétainistes. Quant aux milieux professionnels, ils s'épurent avec prudence dans le cadre de comités spécifiques qu'ils ont constitués, procédant à l'examen de seulement 1 500 affaires.

Si l'on applique un pourcentage prudent de 10 % à toute la fonction publique, ce sont environ 100 000 fonctionnaires civils de Vichy qui se trouvent sanctionnés.

À ce premier total de l'ordre de 450 000 personnes viennent s'ajouter les membres du RNP et du PPF et des petits groupements pronazis, et sans doute la majorité des hommes de l'armée d'armistice (au statut civil). Ils constituent, assurément, les bataillons très engagés de la collaboration franco-allemande.

## INTRODUCTION

Au total donc, il ne paraît nullement exagéré d'estimer à 700 000 ou 800 000 individus les collaborationnistes les plus engagés en France.

Ainsi apparaît une population française coupée en trois : celle qui collabore avec entrain (6 %), celle que la collaboration ne rebute pas et qui fait confiance au maréchal Pétain (70 %), et celle qui résiste (moins de 2 % des Français en âge d'agir – de 20 à 60 ans –, leur nombre évoluant de 40 000 au début de 1944 à 200 000 environ six mois plus tard, pour doubler et même presque tripler en fin d'année). Quant aux 20 % restants, ce sont nos bulletins blancs, nos bulletins nuls et surtout nos abstentionnistes irréductibles de toutes les consultations électorales des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles.

Proallemands et pétainistes appartiennent à une seule et même famille qui se divise, ensuite, entre extrémistes (6 %) et modérés (70 %). Une famille représentative de l'ensemble de la société française, sans doute plus paysanne, plus catholique et donc plus féconde et plus laborieuse que la moyenne.

Quant aux résistants, d'abord divisés entre gaullistes des FFL (Forces françaises libres), socialistes, démocrates-chrétiens (après le regroupement de 1943) et FTP (Francs-tireurs et partisans) communistes – avant l'union de 1944 au sein des FFI (Forces françaises de l'intérieur) –, ils ne sont pas du tout à l'image de la France. Ils sont plus jeunes et très majoritairement masculins. Alors que les FTP recrutent majoritairement chez les ouvriers, parfois auprès des intellectuels, les FFL, plus religieux que la moyenne, appartiennent surtout aux couches supérieures de la société. Ils sont titulaires du baccalauréat, un diplôme rare à l'époque (28 000 reçus en France en 1939), et sont issus de familles nombreuses (ils en sont souvent les cadets, plus preneurs de risques que les aînés) ou bien n'en ont aucune, sortant

de l'orphelinat. Enfin, ils sont plus sensibles au sort des minorités.

La conclusion à laquelle nous parvenons s'énonce sous la forme d'un constat simple : deux Français sur trois et même un peu plus, enserrés dans les différents réseaux de l'État français, ont collaboré, à divers degrés, au moins jusqu'à fin 1942. À partir de 1943 et surtout du début de 1944, le spectre, de plus en plus visible, de la défaite militaire du Reich a rendu un certain nombre d'entre eux nettement plus prudents. Encore que le triomphe populaire du voyage parisien du maréchal – en avril 1944 – nous incite à beaucoup de circonspection dans l'analyse des réalités de cette France d'avant le débarquement de Normandie. Cette collaboration, en partie passive, jamais inconsciente, toujours magnifiquement égoïste, renvoie l'image d'un peuple médiocrement respectable que la gloire de la Résistance (celle d'avant le 6 juin 1944) – qui concernait si peu de femmes et d'hommes – ne doit pas occulter.

Né le 18 juin 1945 et prénommé Philippe par mes parents, je me suis toujours considéré comme le fruit exemplaire de cette ambiguïté. Même si j'ai toujours pris en compte, avec réalisme, le fait que chaque Français pouvait, individuellement, avancer les difficultés extrêmes de la période de l'Occupation pour justifier son attitude.

## Brève histoire du régime de Vichy (1940-1944)

Le régime de Vichy comporte plusieurs étapes essentielles, utiles à rappeler au lecteur, même averti. C'est le 10 mai 1940 que tout commence. Après une résistance héroïque (songeons à Hannut, à Gembloux, à La Horgne, à Stonne, à Landrecies, à Abbeville, plus tard à Saumur), l'armée française, dirigée par un chef incapable, le général Gamelin, est vaincue en juin 1940. Ses pertes – 95 000 hommes et 122 000 blessés – témoignent de sa combativité. Au soir du 16 juin 1940, après la démission surprise de Paul Reynaud (qui espère bien être rappelé), c'est d'une nation anéantie (1 850 000 prisonniers et de 8 à 9 millions de réfugiés hagards sur les routes de France) qu'hérite le maréchal Philippe Pétain. Un maréchal poussé au pouvoir par le général Maxime Weygand qui partage totalement ses idées conservatrices. Après avoir rejeté la proposition de Winston Churchill d'union indissoluble entre la France et l'Angleterre, le dernier président du Conseil de la III<sup>e</sup> République n'a qu'une ambition : négocier l'armistice. C'est chose faite le 20 juin, après que les plus hautes autorités de l'État (président de la République et présidents des deux Chambres) ont été empêchées de partir pour l'Afrique du Nord. Le 25 juin, vers 0 h 30,

l'armistice entre en vigueur. Le maréchal obtient de préserver une zone non occupée de 240 000 kilomètres carrés, le maintien d'une armée d'armistice largement désarmée, la neutralisation de la flotte de guerre, la sauvegarde de l'indépendance de toutes les colonies. Cependant, son autorité s'applique à l'ensemble du pays, hors la zone interdite du Nord, l'Alsace-Lorraine intégrée au Reich, la zone réservée de l'Est et la zone d'occupation italienne qui, toutes ensemble, représentent environ 100 000 kilomètres carrés.

Ministres et secrétaires d'État partagent leurs activités entre Vichy et Paris. Le maréchal entend prendre la tête d'un État profondément réformé, reposant désormais sur un nouvel ordre moral et des valeurs ancestrales. Et conduire une politique de collaboration avec le vainqueur allemand. Cet ambitieux nomme dès le 23 juin Pierre Laval vice-président du Conseil, à charge pour lui d'abattre la III<sup>e</sup> République. Elle prend fin le 10 juillet 1940, les parlementaires ayant décidé, après s'être fait hara-kiri, de confier les trois pouvoirs à Philippe Pétain, dans le cadre de ce qui n'est pas loin d'être une dictature.

Winston Churchill s'inquiète autant de la rupture de l'accord de mars 1940, qui interdit la signature de toute paix séparée, que de n'avoir pas reçu une assurance absolue de sabordage de la flotte française en cas d'offensive de la Wehrmacht sur Toulon. Il décide d'abord de s'emparer de vaisseaux de guerre français en Angleterre et en Égypte, puis de conduire une opération de saisine de l'escadre d'Oran. Le 3 juillet 1940, le drame de Mers el-Kébir cause une fracture profonde entre l'Angleterre et le gouvernement français, sans cependant que les contacts soient rompus. Les premières dérives du nouveau régime sont immédiates : révision des naturalisations des juifs le 22 juillet, créa-

tion d'une Cour suprême de justice à Riom le 30 juillet, loi contre les sociétés secrètes et la franc-maçonnerie le 13 août, statut des juifs le 3 octobre, possibilité d'interner les juifs étrangers le 4 octobre... Ainsi la société française, pourtant gravement meurtrie par la défaite, est-elle de nouveau divisée par des mesures qui déshonorent leurs auteurs.

Le 24 octobre, la première rencontre d'Adolf Hitler et de Philippe Pétain à Montoire – la fameuse poignée de main – est purement formelle, peut-être même illusoire. La collaboration franco-allemande, qui doit assurer une place à la France au sein de la nouvelle Europe allemande après la paix, n'est qu'un leurre. Adolf Hitler n'a qu'une ambition : piller la France, de loin sa conquête la plus riche, pour soutenir son effort de guerre. L'indemnité quotidienne considérable imposée à la France montre une détermination que le maréchal choisit, par pur aveuglement, de ne pas prendre en compte. Peut-être est-il dupé par la présence à Vichy de près de quarante représentations diplomatiques qui lui donnent l'illusion que la France existe encore dans le concert des nations.

Cependant, le maréchal entend maintenir des relations secrètes avec les Anglo-Saxons, tant les liens historiques de la Grande Guerre sont puissants entre France et Angleterre. Il contre ainsi Charles de Gaulle qui tente d'affermir la France libre à Londres. Fin 1940, Louis Rougier puis Jacques Chevalier conduisent des missions secrètes pour faire cesser le blocus maritime de la France. Début janvier 1941, l'amiral américain William D. Leahy présente ses lettres de créance à Vichy. Enfin, le général Maxime Weygand concrétise, en Afrique du Nord, un accord décisif avec le diplomate américain Robert Murphy, le 26 février 1941, en obtenant des livraisons représentant près de six mois de fournitures

en carburant et en marchandises diverses. La commission mixte franco-allemande de Wiesbaden, incomplètement informée, l'accepte. Ainsi Adolf Hitler confirme-t-il son refus d'un engagement en Afrique du Nord (AFN) préparant déjà son invasion de l'URSS. Il n'y envoie l'Afrika Korps que contraint et forcé, en raison des échecs italiens. Et il n'est nullement conscient que, dès l'été 1941, Robert Murphy a obtenu l'implantation en AFN de six vice-consulats américains chargés de préparer un futur débarquement allié.

Le 13 décembre 1940, Philippe Pétain paraît triompher en limogeant Pierre Laval, son vice-président du Conseil, alors que ce dernier s'efforce de diriger seul le pays depuis Paris avec son ami Otto Abetz, l'ambassadeur d'Allemagne, marginalisant le maréchal. Sa popularité est alors au zénith. Charles de Gaulle se voit même interdit de propos antivichyssois à Radio Londres.

Philippe Pétain s'efforce alors de conduire des réformes intérieures de fond, propres à édifier un État traditionaliste attelé à la rénovation de la société française : réforme de l'enseignement, Charte du travail, corporation agricole, politique en faveur de la famille et de la jeunesse...

Cependant, l'amiral François Darlan, artisan avant-guerre, dans le sillage des ministres de la Marine, de la constitution de la puissante flotte de guerre française, s'efforce de s'emparer du pouvoir. Le rejet par les nazis de Pierre-Étienne Flandin – le choix de Philippe Pétain pour succéder à Pierre Laval – sert ses ambitions. Décidé à appliquer un maximum de rationalité dans la gestion économique et financière du pays, il entend s'engager à fond dans une collaboration franco-allemande dont il espère tant l'allègement des prélèvements financiers quotidiens que la libération des prisonniers militaires



français. Il n'a aucunement conscience que la seule utilité de Vichy pour les Allemands est de transmettre et d'amortir leurs exigences croissantes à l'endroit de la population. Nommé vice-président du Conseil et surtout successeur désigné du maréchal, l'amiral François Darlan applique un programme à la fois collaborationniste et technocratique, s'appuyant tant sur ses trois secrétaires généraux adjoints (Jacques Benoist-Méchin, Henri Moysset et Paul Marion) que sur les fameux synarques (Yves Bouthillier, Gabriel Le Roy Ladurie, Jacques Barnaud, Pierre Pucheu, François Lehideux...). Sur le plan économique, l'amiral est déterminé à réformer l'industrie pour l'intégrer dans un vaste ensemble franco-allemand. Sur le plan militaire, il décide d'ouvrir les installations françaises en Afrique (Tunisie et Sénégal) et au Moyen-Orient (Syrie) à la Wehrmacht et à la Luftwaffe. Ce sont les protocoles de Paris signés avec Otto Abetz le 27 mai 1941. Le général Maxime Weygand, soutenu par Joseph Barthélemy, le garde des Sceaux, Pierre Caziot, le ministre de l'Agriculture, et Pierre Pucheu, le secrétaire d'État à la Production industrielle, n'a aucune difficulté à convaincre le maréchal Philippe Pétain de les rejeter. Dès lors l'amiral, déstabilisé, songe à une reconversion. Il se souvient alors de sa conviction d'autrefois concernant l'incapacité d'une grande nation à emporter une guerre sans marine. N'est-ce pas le cas de l'Allemagne ? Son fils servant en Algérie, il peut ainsi établir des contacts utiles et il réfléchit déjà à un rapprochement avec les Américains. Les déboires de l'Allemagne en URSS dès l'hiver 1941-1942 le convainquent peu à peu d'un renversement d'alliance. D'autant que les Alliés ont durement réagi aux protocoles de Paris : ils se sont emparés de la Syrie et du Liban dès le mois de juillet 1941. L'amiral semble devenu le dirigeant d'un bateau ivre ; il laisse se développer les pires dérives,

quand il ne les décide pas lui-même : création du Commissariat général aux questions juives le 23 mars 1941, nouveau statut des juifs le 2 juin 1941, aryanisation des biens juifs par la loi du 22 juillet 1941, participation au choix des otages fusillés par les Allemands en représailles à la campagne terroriste lancée par les communistes contre les militaires nazis à partir du mois d'août 1941 (l'Allemagne a attaqué l'URSS fin juin), création du SOL (Service d'ordre légionnaire) également en août par Joseph Darnand, coopération policière intense avec les nazis, premier départ de déportés juifs vers Auschwitz le 27 mars 1942. François Darlan n'en demeure pas moins attaché à un pouvoir qu'il envisage déjà de trahir. Le 18 novembre 1941, il parvient enfin à abattre son ennemi intime, Maxime Weygand, l'homme qui a fait échouer les protocoles de Paris. Son arrestation choque toute l'armée de terre. L'amiral rend pourtant un dernier service en parvenant à mettre fin, début avril 1942, au ridicule procès de Riom visant à condamner les anciens dirigeants de la III<sup>e</sup> République, qui s'est retourné contre le régime. Pourtant, François Darlan s'efforce de s'opposer au retour de Pierre Laval que le maréchal s'apprête à rappeler, avec le soutien allemand, contraint et forcé non pas par les nazis, mais par l'évidence que l'amiral, désemparé par ses contradictions intérieures, ne remplit plus ses fonctions. Un seul point positif dans ce bilan : la libération de plusieurs centaines de milliers de prisonniers français. Mais au printemps 1942, l'État vichyssois n'est plus géré depuis au moins un semestre...

Le retour triomphant de Pierre Laval n'est pas sans conséquence : il balaie les environnements tant de François Darlan que de Philippe Pétain qui lui sont hostiles, en particulier le tout-puissant directeur de cabinet du

chef de l'État, Henry du Moulin de Labarthète. Maintenu à la tête de l'armée, l'amiral ne compte plus. Pierre Laval place ses hommes : Jacques Guérard, Fernand de Brinon, Pierre Cathala, Jean Bichelonne et Maurice Gabolde (à partir de mars 1943), sans toutefois totalement renier la politique économique technocratique des synarques dont la plupart ont été écartés. Brutalement, le régime évolue d'une collaboration subie par Philippe Pétain à une collaboration acceptée par Pierre Laval. De lourds événements se succèdent : le départ du dernier chargé d'affaires américain auprès de Vichy, Pinkney Tuck, le très malheureux discours où le chef du gouvernement « souhaite la victoire de l'Allemagne » (même s'il ajoute « parce que sans elle, le bolchevisme s'installerait partout »), la mise en place de la Relève en juin 1942 qui soulève l'indignation, les protestations brutales de l'Église contre les rafles de juifs après le drame du Vél' d'Hiv...

Le mois de novembre 1942 est décisif. L'opération Torch permet aux Anglo-Américains de prendre pied en Afrique du Nord française avec la complicité de François Darlan, opportunément présent à Alger le 8 novembre 1942 en raison du grave état de santé de son fils. La riposte allemande est immédiate : l'invasion de la zone libre le 11 novembre suivant, puis la tentative de s'emparer de la flotte de Toulon le 27 novembre qui entraîne son sabordage. Le 17 novembre, totalement destabilisé, le maréchal a dû plier devant Pierre Laval qui exige de pouvoir signer seul la promulgation des lois et des décrets, abandonnant ainsi un pan essentiel du pouvoir. Le 22 novembre, François Darlan s'est fait reconnaître par les Américains : il semble triompher, malgré le refus de Philippe Pétain de venir le rejoindre à Alger. Sauvé, le régime de Vichy ne l'est pas longtemps : le 24 décembre, l'assassinat de l'amiral par les gaullistes

met en selle le général Henri Giraud, qui n'est grand que par la taille.

Désormais sans zone libre, sans armée (les Allemands la suppriment), sans marine, sans empire, le régime du maréchal Philippe Pétain n'est plus qu'une coquille vide. Commence alors, sous la direction d'un Pierre Laval qui accapare progressivement tous les pouvoirs, une marche vers l'enfer. Pierre Laval lui-même, après les défaites de Stalingrad en février et de Koursk en juin 1943, n'a plus guère d'illusion sur la capacité du Reich à triompher militairement. Pourtant, il favorise la naissance de la Milice en janvier 1943 et adopte en février le STO (Service du travail obligatoire) sous une contrainte allemande croissante – qui doit fournir de la main-d'œuvre française aux usines d'outre-Rhin. Il obtient, certes, de nouvelles libérations de prisonniers, tout en freinant les déportations de juifs. L'opinion publique se détourne peu à peu d'un Vichy incarné par Pierre Laval, l'homme le plus impopulaire de France. La chasse aux réfractaires (on en comptera jusqu'à 150 000) favorise la Résistance – moins qu'on l'a dit –, dont les réseaux se développent jusqu'à l'unification réussie par Jean Moulin, le 27 mai 1943, au sein du CNR (Conseil national de la Résistance), alors que le 3 juin suivant, Charles de Gaulle et Henri Giraud parviennent à s'accorder sous l'égide anglo-saxonne, avec la création du Comité français de libération nationale (CFLN). La répression s'accroît, la Milice et la gendarmerie (en particulier les GMR, Groupes mobiles de réserve) accompagnant souvent les troupes allemandes dans leurs opérations contre les maquis. Pourtant le maréchal, fatigué en raison de son grand âge, mais non dénué de volonté, n'a nullement perdu la tête comme certains le prétendent. Conscient de son échec global, il prépare un ultime coup de force, s'appuyant sur Lucien Romier,

Henri Moysset et Yves Bouthillier. Il entend en même temps renvoyer Pierre Laval – une seconde fois – et doter la France d’une nouvelle Constitution, démocratique cette fois, en confiant le pouvoir aux deux assemblées parlementaires chargées d’élire le chef de l’État. Le droit de vote est même accordé aux femmes... Ainsi le maréchal revient-il, plus de trois années plus tard, au point de départ, c’est-à-dire à une Constitution très proche de celle de 1875... C’est dire la prise de conscience de l’impasse dans laquelle s’est encastré l’État français. Le 12 novembre 1943, le maréchal annonce ses intentions à Pierre Laval qui finit par donner son accord le lendemain. Prévenus, les Allemands réagissent avec la plus grande brutalité, interdisant Philippe Pétain de radio, puis exigeant que tous les projets de lois français leur soient préalablement soumis. Adolf Hitler lui-même, tenant Pierre Laval en réserve, s’attend à ce que le maréchal démissionne. Bien que réduit à l’état de potiche, Philippe Pétain décide de rester et de se maintenir le 4 décembre 1943.

Dès lors, le processus de nazification du régime s’accélère. Même Pierre Laval, qui, il faut bien le reconnaître, les déteste (l’homme demeure patriote et refusera toujours d’engager le moindre soldat ou gendarme français contre les Alliés à partir de juin 1944), doit accepter l’entrée au gouvernement des collaborationnistes les plus virulents en janvier 1944 : Joseph Darnand, le chef de la sinistre Milice, Philippe Henriot, le harangueur de Radio Paris condamné à mort par la France libre, Marcel Déat, le patron du RNP (Rassemblement national populaire), l’un des deux grands partis pronazis. Après avoir tenté d’atténuer les rigueurs du STO par les accords Speer-Bichelonne qui permettent à 1 400 000 Français de travailler en France dans des usines dont la production est totalement dédiée à l’Allemagne, Pierre

Laval ne sait plus que faire. Alors que le maréchal multiplie les déplacements au printemps 1944, tant à Paris qu'en Bourgogne, en Normandie, en Moselle, dans les Vosges..., où d'importantes foules l'acclament, les combats entre la Résistance et les maquis s'amplifient. Le débarquement du 6 juin 1944 est une date décisive. L'État français ne maîtrise plus rien. Pourtant, alors que le maquis du Vercors est anéanti fin juillet, que les troupes allemandes se livrent à des massacres répétés de civils (comme celui d'Oradour-sur-Glane le 10 juin : 642 morts), les ambitieux du régime moribond de Vichy ne renoncent pas. Le 9 juillet 1944, l'amiral Charles Platon vient réclamer au maréchal la direction du gouvernement pour conduire une politique plus ferme. Le 12 juillet, pour tenter de sauver sa peau, Pierre Laval fait libérer Édouard Herriot, président de l'Assemblée nationale en 1940, et lui demande, après concertation avec le président du Sénat, de convoquer les Chambres et de rétablir la légalité parlementaire. L'opération échoue, naturellement. Quant au maréchal, le 11 août, il confie à l'amiral Gabriel Auphan un message à l'intention du général Charles de Gaulle pour tenter de trouver un arrangement. Gabriel Auphan n'est reçu que par le général Juin...

C'est le 20 août que les Allemands forcent les portes de la chambre à coucher de l'Hôtel du Parc à Vichy pour contraindre à les suivre un maréchal qui n'entend pas se soumettre. Transféré le 7 septembre 1944 à Sigmaringen, un château appartenant aux Hohenzollern, il n'exerce plus aucune responsabilité politique. Il finit par quitter la Suisse et se livrer le 26 avril 1945 au général Pierre Koenig.

## Table des matières

<i>Introduction</i> .....	7
1. Brève histoire du régime de Vichy (1940-1944) .....	15
2. Les hommes de Philippe Pétain .....	25
3. Les hommes de François Darlan .....	71
4. Les hommes de Pierre Laval .....	90
5. Les deux grands partis collaborationnistes .....	110
6. Les petits partis collaborationnistes de la capitale .....	123
7. Presse, radio et propagande collaborationniste .....	133
8. La collaboration et les hommes de plume .....	150
9. Les fonctionnaires de Vichy, soldats du nouveau régime .....	171
10. L'armée d'armistice (530 000 hommes) et le million et demi de prisonniers de guerre .....	186
11. 1 600 000 légionnaires adulent Philippe Pétain .....	217
12. La Milice, la LVF et les SS français .....	226
13. Vichy et la traque des juifs .....	239
14. La France des camps .....	282
15. La chasse aux loges maçonniques .....	287
16. Magistrature collaborationniste et justices d'exception .....	297
17. L'Instruction publique vichyssoise largement réformée .....	307

## LE LIVRE NOIR DE LA COLLABORATION

18. Des politiques très actives pour la jeunesse et la famille .....	317
19. La médecine collaborationniste .....	349
20. L'Église catholique : de la fidélité à la contestation du régime .....	357
21. Corporation nationale paysanne et problèmes de ravitaillement .....	373
22. De la Charte du travail à l'économie technocratique des synarques .....	385
23. Cinq millions de Français au service du Reich .....	408
24. La collaboration « à visage ordinaire » .....	419
<i>Épilogue</i>	
De l'épuration sauvage à l'épuration légale .....	435
<i>Bibliographie</i> .....	449
<i>Index</i> .....	463



DU MÊME AUTEUR  
(suite)

- Histoire de la France conquérante*, De Vecchi, 2006  
*Mensonges et contrevérités de l'histoire de France*,  
De Vecchi, 2005  
*Grandes Figures de l'histoire de France*, De Vecchi, 2005  
*Les Quatre Napoléon*, De Vecchi, 2005  
*Les Présidents de la République française*, De Vecchi, 2005  
*Les Grands Chefs militaires français*, De Vecchi, 2005  
*Les Pharaons : incarnations des dieux sur terre*, De Vecchi,  
2004  
*La France de 1789 à nos jours*, De Vecchi, 2004  
*Rois et reines de France*, De Vecchi, 2004  
*Les Maîtres du Kremlin*, L'Archipel, 2004  
*Histoire de Napoléon I<sup>er</sup>*, De Vecchi, 2004  
*100 dates de l'histoire de France*, De Vecchi, 2004  
*Histoire de l'Europe*, De Vecchi, 2004  
*Histoire de France : de la dynastie des Mérovingiens au début  
du XXI<sup>e</sup> siècle*, De Vecchi, 2004  
*Pharaons et reines d'Égypte*, L'Archipel, 2003  
*Les Vingt-deux Présidents de la République française*,  
L'Archipel, 2001